



Conseil de sécurité

Briefing: la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie
New York, le 24 juillet 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente

Madame la Présidente,

Je m'associe à la déclaration faite par le Brésil sur la question humanitaire, permettez-moi d'ajouter quelques points à titre national sur la situation politique en Syrie.

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen, non seulement pour son briefing, mais surtout pour ses efforts continus dans la mise en œuvre de son mandat.

La Suisse regrette que les dynamiques régionales et internationales qui ont émergé au lendemain des tremblements de terre du 6 février dernier n'aient pas encore permis de faire converger les efforts en vue d'améliorer la situation politique, sécuritaire, humanitaire ou encore économique en Syrie. Au contraire, les dynamiques actuelles n'ont malheureusement pas permis de désescalader la situation militaire, ni d'améliorer l'accès humanitaire ou de relancer le processus politique.

Nous regrettons que ce Conseil n'ait pas été en mesure de renouveler le mandat pour l'aide humanitaire transfrontalière. Nous rappelons que non seulement autoriser, mais également faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire pour les civils dans le besoin est une obligation en vertu du droit international humanitaire. Les Nations Unies ainsi que leurs partenaires doivent pouvoir continuer à apporter une assistance aux personnes dans le besoin.

Malgré les dynamiques actuelles, nous nous félicitons de la convocation, fixée au 16 août 2023, de la première réunion du Groupe de contact créé en marge de la réunion de la Ligue Arabe du 7 mai dernier. Nous rappelons que les États parties au Groupe de contact ont

exprimé la volonté de soutenir une approche « étape par étape » en vue d'une solution politique, en coordination avec les efforts de l'Envoyé spécial.

La Suisse souligne encore une fois la pertinence de la résolution 2254 de ce Conseil pour parvenir à une solution juste et globale qui assure la paix et la sécurité de la Syrie et de la région. La relance des travaux du Comité Constitutionnel donnerait un signal important de soutien à la recherche d'une approche concertée en vue de la paix. La Suisse reste prête à mettre à disposition Genève, siège principal de l'ONU en Europe, pour accueillir les réunions du Comité Constitutionnel, comme tout autre type de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie.

Madame la Présidente,

Il est primordial que le cessez-le-feu soit respecté au niveau national. Déjà affectées par une situation humanitaire, sociale et économique qui n'a jamais été aussi critique, les populations civiles sont encore trop souvent les victimes de ce conflit armé. Selon le dernier rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, la Syrie figure parmi les pays dans lesquels le plus grand nombre de violations graves contre les enfants ont été vérifiées. Toutes les parties au conflit ont commis des violations contre les enfants, telles que le recrutement, le meurtre et la mutilation, ainsi que les attaques contre des écoles et des hôpitaux. Ces violations doivent cesser immédiatement et nous saluons le dialogue continu que le Secrétaire général mène avec les différentes parties au conflit en ce sens.

La Suisse appelle toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, en particulier les mesures visant à protéger la population civile. Le respect des droits humains est également élémentaire, notamment pour respecter et protéger la dignité, la vie et la liberté de chaque individu. La Suisse tient à réitérer son plein soutien à la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme et au Mécanisme international, impartial et indépendant, dont le travail est fondamental pour lutter contre l'impunité.

Je vous remercie.

Madam President,

I associate myself with the statement made by Brazil on the humanitarian issue. Please allow me to add a few points in my national capacity on the political situation in Syria.

I would like to thank Special Envoy Pedersen, not only for his briefing, but especially for his ongoing efforts in the implementation of his mandate.

Switzerland regrets that the regional and international dynamics that emerged in the aftermath of the earthquakes on 6 February have not yet led to a convergence of efforts to improve the political, security, humanitarian and economic situation in Syria. On the contrary, the current dynamics have unfortunately failed to de-escalate the military situation, improve humanitarian access or relaunch the political process.

We regret that this Council was unable to renew the mandate for cross-border humanitarian aid. We recall that not only allowing, but also facilitating the rapid and unimpeded passage of humanitarian aid to civilians in need is an obligation under international humanitarian law. The United Nations and its partners must be able to continue to provide assistance to those in need.

Despite the current dynamics, we welcome the convening, on 16 August 2023, of the first meeting of the Contact Group set up on the sidelines of the Arab League meeting on 7 May. We recall that the States parties to the Contact Group have expressed their willingness to support a “step-for-step” approach towards a political solution, in coordination with the efforts of the Special Envoy.

Switzerland once again stresses the relevance of this Council’s Resolution 2254 to achieving a just and comprehensive solution that ensures peace and security in Syria and the region. The relaunch of the work of the Constitutional Committee would give an important signal of support for the search for a concerted approach to peace. Switzerland remains ready to make Geneva, the UN’s main headquarters in Europe, available to host meetings of the Constitutional Committee, as well as any other type of talks and initiatives aimed at promoting a lasting peace in Syria.

Madam President,

It is vital that the ceasefire is respected at national level. Already affected by a humanitarian, social and economic situation that has never been so critical, civilian populations are still too often the victims of this armed conflict. According to the Secretary-General's latest report on children and armed conflict, Syria is one of the countries in which the greatest number of serious violations against children have been verified. All parties to the conflict have committed violations against children, such as recruitment, killing and maiming, as well as attacks on schools and hospitals. These violations must stop immediately, and we welcome the Secretary-General's ongoing dialogue with the various parties to the conflict to this end.

Switzerland calls on all parties to the conflict to respect international humanitarian law, in particular measures to protect the civilian population. Respect for human rights is also essential, in particular to respect and protect the dignity, life and freedom of every individual. Switzerland would like to reiterate its full support for the Commission of Inquiry of the Human Rights Council and for the impartial and independent International Mechanism, whose work is fundamental in the fight against impunity.

Thank you.